



Préfecture

Direction de la Coordination Interministérielle

ARRETE Préfectoral du 18 août 2014

Et de l'Action Départementale

Autorisant le GAEC DE LA BROUSSE à exploiter un
élevage porcin situé au lieu-dit « la Brosse » sur la
commune de BAZOUGES LA PEROUSE

BUREAU DES INSTALLATIONS CLASSÉES

- N° 38846-1-

LE PREFET DE LA REGION BRETAGNE

PREFET D'ILLE-ET-VILAINE

VU la directive du conseil n° 91.676/CEE du 12 décembre 1991 modifiée, concernant la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles, modifiée ;

VU la directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles, appelée directive IED ;

VU le Code de l'Environnement et notamment son titre 1^{er} du livre V ;

VU l'arrêté ministériel du 26 février 2002 modifié, relatif aux travaux de maîtrises des pollutions liées aux effluents d'élevages ;

VU l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration des émissions polluantes et des déchets ;

VU l'arrêté ministériel du 19 décembre 2011, modifié le 23 octobre 2013, relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;

VU l'arrêté ministériel du 23 octobre 2013 relatif aux programmes d'actions régionaux en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;

VU l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de bovins, de volailles et/ou de gibier à plumes et de porcs soumis à autorisation au titre du livre V du code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral du 18 novembre 2009 , relatif à l'approbation du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Loire-Bretagne, par le Préfet coordonnateur ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2014-8734 du 17 mars 2014 établissant le programme d'actions régional en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;

VU l'arrêté préfectoral du 5 juillet 2013 établissant le référentiel régional de mise en œuvre de l'équilibre de la fertilisation azotée pour la région Bretagne ;

VU la lettre instruction du préfet de Région du 30 novembre 2010 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 38846 du 22.04.2010 relatif à l'exploitation d'un élevage de porcs aux lieux-dits la Brosse à Bazouges la Pérouse et la Ferme Neuve à Pleine Fougères ;

VU la demande présentée par le GAEC de la Brosse en vue d'obtenir l'autorisation d'agrandir un élevage de porcs au lieu-dit la Brosse à Bazouges la Pérouse ;

VU les plans joints à la demande d'autorisation ;

VU l'avis de l'Inspecteur des installations classées ;

VU l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques lors de sa réunion du 08 juillet 2014 ;

VU le projet d'arrêté notifié à l'intéressé en date du 12 juillet 2014 ;

CONSIDERANT que le pétitionnaire n'a émis aucune observation au projet d'arrêté dans le délai imparti ;

CONSIDERANT :

- que l'installation a fait l'objet d'une enquête publique relativement récente (entre le 21.09.2009 et le 22.10.2009) qui n'avait donné lieu à aucune observation ;
- que le dossier avait déjà été traité en tant qu'IED ;
- que le dossier énumère les dispositions mises en œuvre en rapport avec les meilleures techniques disponibles (dispositions IED) ;
- que l'extension prévue dans le cadre d'une restructuration n'est pas considérée comme substantielle au regard du décret regroupement ;
- que les mesures de protection contre l'incendie ont été mises en place (réserve incendie de 240 m3 assurée par une poche souple sur le site de la Brosse ; ancienne fosse désaffectée sur celui de la Ferme Neuve) ;
- que les bilans de fertilisation de l'azote et du phosphore respectent les normes en vigueur ;

CONSIDERANT que l'exploitant doit prendre toutes dispositions permettant de réduire les émissions provenant des effluents d'élevage dans le sol et les eaux souterraines en équilibrant la quantité d'effluents avec les besoins prévisibles de la culture pour l'ensemble des éléments fertilisants apportés et qu'il soit sous forme organique ou minérale ;

CONSIDERANT que l'exploitant doit mettre en œuvre des mesures de gestion environnementale, tracées par des enregistrements, des mesures alimentaires efficaces pour réduire les quantités d'azote et de phosphore rejetées par les animaux, ainsi que les Meilleures Techniques Disponibles pour la conception du logement, pour la réduction de la consommation d'eau et d'énergie, pour le stockage des effluents et le traitement des effluents à l'exploitation ;

Considérant que l'ensemble de ces éléments permet de prévenir les dangers ou inconvénients pour les intérêts visés par l'article L-511.1 du Titre 1^{er} du Livre V du code de l'environnement, codifiant la loi n° 76.663 du 19 juillet 1976, pour la santé publique d'une part, et pour la protection de la nature de l'environnement d'autre part ;

Considérant que les prescriptions du 5^{ème} programme d'actions au titre de la Directive Nitrates du 12 décembre 1991 s'appliquent à toutes les exploitations ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture d'Ille-et-Vilaine ;

ARRETE

ARTICLE 1 : L'article 1.1 de l'arrêté n° 38846 du 22 avril 2010 est modifié comme suit :

Le GAEC de la Brosse dont le siège social est situé au lieu-dit la Brosse 35560 Bazouges la Pérouse est autorisé sous réserve du respect des prescriptions non modifiées de l'arrêté n° 38846 du 22.04.2010 et du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de Bazouges la Pérouse au lieu-dit la Brosse, un élevage de porcs et de bovins.

ARTICLE 2 : Les articles 2.1, 2.2, 2.3 et 2.4 (alinéas 1 à 5) de l'arrêté n° 38846 du 22 avril 2010 sont modifiés comme suit :

Article 2.1 - Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Rubrique	Alinéa	A,E,D, DC,NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Volume autorisé
2102	1	A	Activité d'élevage de porcs	Naissage Engraissement	Animaux- équivalents	Plus de 450 A-E	422 repro. 1800 porcelets < 30 kg 2453 porcs à l'engrais soit 4079 animaux- équivalents
3660	b	A	Elevage intensif de porcs	Engraissement	emplacements	2 000	2453
2101	2d	D	Activité d'élevage bovin	Elevage laitier	Animaux	De 50 à 100 vaches laitières	80 vaches laitières (*)
		NC					80 génisses (*)

(*) : dont 15 vaches laitières et 64 génisses hébergées sur le site de la Ferme Neuve à Pleine Fougères

A : (autorisation) ; E : (enregistrement) ; DC : déclaration soumise aux contrôles périodiques D : (déclaration) ; NC : (non classé)

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui mentionnés ou non à la nomenclature sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Type d'animal	Nombre
Reproducteurs (truires + verrats) (Truires = femelles saillies ou ayant mis bas - Verrats = mâles utilisés pour la reproduction)	422
Porcelets sevrés de moins de 30 kg	1800
Porcs à l'engrais - Jeunes femelles	2453
Vaches laitières	65
Génisses < 1 an	16

Article 2.1.1 – Cette exploitation relève de la 3660 b de la Directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles, appelée directive IED.

Article 2.2 - Situation de l'établissement

Les installations (bâtiments + annexes) sont situées sur la commune, parcelles et sections suivantes :

Commune	Type d'élevage	Sections	Parcelles
Bazouges la Pérouse	Porcs	C 2	821, 822, 823, 1959, 1961, 1977, 1979
Bazouges la Pérouse	Vaches et génisses	C 2	821, 822, 823, 824

Les installations citées à l'article 2.2 ci-dessus sont reportées avec leurs références sur le plan de situation de l'établissement annexé au dossier présenté.

Sans préjudice des dispositions réglementaires applicables par ailleurs, le bâtiment d'élevage de bovins et le bâtiment quarantaine annexé à la porcherie sont implantés à moins de 100 mètres d'une habitation occupée par des tiers.

Article 2.3 – Autres limites de l'autorisation

Le nombre de porcelets en postsevrage et de porcs à l'engrais produits par an sur les deux sites seront respectivement de 11 600 et 11 020 au maximum.

Article 2.4 – Consistance des installations autorisées

Les alinéas 2 et 4 sont modifiés comme suit :

La production annuelle d'azote sur l'ensemble des sites sera de 40 513 kg par l'élevage porcin et de 11 247 kg par l'élevage bovin et la production de phosphore sera de 23 521 kg par l'élevage porcin et de 4 720 kg par l'élevage bovin.

Le nombre de places en maternité est fixé à 123.

Article 3 – L'article 20-1 intitulé « Identification des effluents ou déjections » de l'arrêté n° 38846 du 22.04.2010 est modifié comme suit :

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents ou déjections suivants (purin, lisier, fumier, compost, boues de station d'épuration, eaux colorées : brunes, blanches, vertes, lixivats, jus de silos).

Article 4 – L'article 20-2 intitulé « Gestion des ouvrages de stockage » de l'arrêté n° 38846 du 22.04.2010 est complété comme suit :

La capacité de stockage des effluents sur le site de la Brosse sera augmentée de 1 790 m³ utiles.

L'exploitant disposera ainsi d'une capacité totale de stockage des effluents de 6 604 m³ pour une période de 9,5 mois sur le site de la Brosse.

Article 5 – L'alinéa 4 de l'article 21 relatif à l'épandage de l'arrêté n° 38846 du 22 avril 2010 est modifié comme suit :

La surface disponible à l'épandage sera de 176,98 ha de terres exploitées par le pétitionnaire et de 450,22 ha mis à disposition par les prêteurs suivants :

- GAEC Bondiguel « la Poitevine » Bazouges la Pérouse : 28,10 ha mis à disposition sur 128,94 ha épandables ;
- EARL GUILLIER « la Brosse » Epiniac : 55,41 ha
- EARL la Ferme Neuve « la Ferme Neuve » Bazouges la Pérouse : 52,49 ha mis à disposition sur 70,18 ha épandables ;
- GAEC de la Mainguais « la Mainguais » Pleine Fougères : 93,52 ha

- OLIVIER Karine « la Chauffetais » Bazouges la Pérouse : 51,53 ha
- OLIVIER Christophe « la Chauffetais » Bazouges la Pérouse : 42,49 ha
- EARL Philippe BRARD – 21, rue de Villecartier : 100,35 ha
- GAUTIER Jean-Luc « la Brosse » Bazouges la Pérouse : 17,97 ha mis à disposition sur 38 ha épanposables ;
 - GENOUVRIER Bernard « le Bois du Plessis » Pleine Fougères : 8,36 ha

Article 6 – Les articles 22, 23, 24, 25 et 26 de l'arrêté n° 38846 du 22.04.2010 sont remplacés par les prescriptions suivantes :

Les épandages devront être réalisés conformément à l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de bovins, de volailles et/ou de gibier à plumes et de porcs soumis à autorisation au titre du livre V du code de l'environnement et à l'arrêté préfectoral n° 2014-8734 du 14 mars 2014 établissant le programme d'actions régional en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole.

L'épandage des fumiers, lisiers et purins se fera conformément au plan d'épandage, démontrant que chacune des parcelles réceptrices, y compris celles mises à disposition par des tiers, est apte à permettre la valorisation agronomique des effluents.

En cas de changement d'exploitant, le nouvel exploitant devra déclarer à la préfecture toute éventuelle modification de l'ancien plan ou présenter un nouveau plan d'épandage.

Le plan d'épandage définit les parcelles qui pourront faire l'objet d'épandage d'effluents organiques en fonction de l'aptitude des sols à l'épandage. Il doit démontrer que l'ensemble des effluents pourra être épandu dans des conditions environnementales satisfaisantes.

Le plan d'épandage comporte au minimum les éléments suivants :

- identification des parcelles (SAU, SPE - Surface Potentiellement Eposable - et SPNE - Surface Pâturée Non Eposable -) regroupées par exploitant ;
- identité et adresse des prêteurs de terres et les contrats écrits avec l'exploitant ;
- localisation des surfaces concernées sur une carte à l'échelle adaptée (comprise entre 1/2 000^{ème} et 1/5 000^{ème}) avec exclusions et motifs ;
- représentation cartographique au 1/25 000^{ème} et 1/5 000^{ème} des parcelles avec exclusions et motifs ;
- les systèmes de cultures envisagés (cultures en place et principales successions) ;
- les systèmes de culture envisagés (cultures en place et principales successions) ;
- la nature, la teneur en azote avec indication du mode d'évaluation de cette teneur (analyses ou références) et la quantité des effluents qui seront épandus ;
- les doses maximales admissibles par type d'effluent, de sol et de culture en utilisant des

références locales ;

- le calendrier prévisionnel d'épandage rappelant les périodes durant lesquelles l'épandage est interdit ou inapproprié.

Les parcelles inondables devront être signalées sur les plans. L'épandage sur ces parcelles sera suivi d'un enfouissement dans la journée.

Les parcelles du plan d'épandage devront avoir une forme géométrique simple permettant effectivement l'épandage et le contrôle.

L'ensemble de ces éléments est présenté dans un document de synthèse tenu à disposition de l'inspecteur des installations classées

Règles d'épandage

Pour les parcelles en pente, le labour devra être effectué perpendiculairement à celles-ci.

Les épandages sur terres nues devront être suivis d'un enfouissement selon les délais indiqués ci-après.

Par enfouissement il faut entendre un retournement réel du sol.

En cas d'épandage à 50 mètres des habitations ou en zone inondable, l'éleveur doit justifier de l'utilisation d'un moyen approprié (type pendillard) ou de toute méthode équivalente. En cas de location ou travaux effectués par une entreprise, les factures correspondantes devront être jointes au cahier de fertilisation.

En aucun cas la capacité d'absorption des sols ne doit être dépassée, de telle sorte que ni la stagnation prolongée sur ces sols, ni le ruissellement en dehors du champ d'épandage, ni une percolation rapide vers les nappes souterraines ne puissent se produire.

L'attention de l'exploitant est appelée sur la nécessité d'effectuer des épandages modérés, sachant que sa responsabilité reste engagée en cas de pollution due à un épandage excessif, d'un cours d'eau, d'un étang ou de tout autre point d'eau cité ci-dessus, même si les distances d'éloignement réglementaires sont respectées.

Périodes d'interdiction et de restriction d'épandage

Distances d'épandage

Les distances minimales entre, d'une part, les parcelles d'épandage des effluents et, d'autre part, toute habitation occupée par des tiers ou tout local habituellement occupé par des tiers, les stades ou les terrains de camping agréés, à l'exception des terrains de camping à la ferme, sont fixées en fonction :

- de la mise en œuvre ou non d'un traitement ou d'un procédé en vue d'atténuer les odeurs ;
- du délai maximal respecté après l'épandage pour pratiquer l'enfouissement par un labour ou toute autre pratique culturale équivalente sur les terres travaillées.

Elles sont fixées dans le tableau ci-dessous qui présente de façon synthétique les situations prévues

pour la réalisation de l'épandage :

	DISTANCES minimales (en mètres)	Délai maximal d'enfouissement sur terres nues
<u>Effluents solides</u>		
* Compost par procédé reconnu ou co-produit de traitement stabilisé	10	non imposé
* Fumiers après stockage minimum de deux mois dans l'installation	50	12 heures
* Fientes à plus de 65 % de matière sèches	50	12 heures
<u>Effluents liquides (purin – lisier)</u>		
* Effluent injecté directement dans le sol	15	immédiat
* Effluent ayant subi un traitement ou procédé reconnu comme atténuant les odeurs ou enfouissement sous douze heures des déjections	50	24 heures
* Effluent lorsqu'un dispositif permettant un épandage au plus près du sol type pendillard est utilisé	50	12 heures
* Eaux blanches et vertes non mélangées à d'autres effluents	50	12 heures
* Autres cas	100	24 heures

Pour réduire la distance d'épandage par rapport aux tiers à 50 mètres, les produits de désodorisation doivent faire l'objet d'une évaluation d'efficacité et d'innocuité par un organisme compétent indépendant.

Le procédé de compostage doit au minimum respecter les conditions suivantes :

- les andains doivent faire l'objet de deux retournements ou d'une aération forcée ;
- la température des andains doit être supérieure à 55°C pendant 15 jours ou 50°C pendant 6 semaines. L'élévation de la température est surveillée par des prises de température hebdomadaires, en plusieurs endroits en prenant la précaution de mesurer le milieu de l'andain ;
- le compostage est réalisé, pour des lisiers, sur une aire ou une fosse permettant de récupérer les liquides d'égouttage qui sont, soit utilisés pour l'humidification des andains, soit dirigés vers des installations de stockage et de traitement des effluents ;
- les résultats des prises de température seront consignés sur un cahier d'enregistrement où seront indiqués pour chaque site de compostage, la nature des produits compostés, les dates de début et fin de compostage ainsi que celles de retournement des andains et l'aspect macroscopique du produit final (couleur, odeur, texture). La destination finale des produits sera dûment précisée sur ce cahier.

Afin de bénéficier d'une mesure de résorption des excédents azotés, le procédé de compostage devra être validé par le Préfet de Région.

[illegible]

- sur les sols inondés ou détrempés.

L'épandage des fertilisants sur les sols en pente est interdit s'il conduit à un ruissellement en dehors du champ d'épandage.

L'épandage des fertilisants de type II est en outre interdit à moins de 100 mètres des berges des cours d'eau si la pente régulière du sol est supérieure à 5 %.

L'épandage des effluents liquides est interdit pendant les périodes où le sol est gelé ou abondamment enneigé.

Il est interdit pendant 1 an après la mise en service d'un réseau de drainage.

Bilan de fertilisation

Les quantités d'azote et de phosphore effectivement apportées par les effluents d'élevage ou d'autres fertilisants organiques (boues, gadoue, composts, eaux résiduaires de traitement, effluents d'industries agroalimentaires...) doivent être connues.

Les apports azotés, toutes origines confondues, organique et minérale, sur des terres faisant l'objet d'un épandage, tiennent compte de la nature particulière des terrains et de la rotation des cultures.

Les apports azotés sont établis à partir du bilan global de fertilisation qui doit être équilibré et correspondre aux capacités exportatrices réelles de la culture ou de la prairie -naturelle ou artificielle - concernée.

Sur les cultures de légumineuses, la fertilisation azotée est interdite sauf luzerne et prairies d'association graminées légumineuses.

Dans les zones vulnérables définies de l'arrêté ministériel du 19 décembre 2011, modifié le 23 octobre 2013, l'indice globale sera limité à 170 kg/ ha/ an (quantité d'azote organique épandues sur la surface agricole utile (SAU), à l'exclusion des surfaces légumières comportant plusieurs rotations dans l'année.

La fertilisation phosphore sera évaluée, elle ne doit pas conduire à des apports excessifs. En tout état de cause l'équilibre de fertilisation doit être recherché. Le bilan de fertilisation doit être élaboré dans ce sens. En cas de non respect de l'équilibre en phosphore, des mesures compensatoires doivent être mises en place.

Mesures compensatoires :

- utiliser un aliment biphase avec phosphore monocalcique pour les élevages de porcs ;
- utiliser des phytases en alimentation ;
- n'apporter du phosphore minéral que sur justification notée dans le cahier d'épandage ;
- avoir des rotations culturales longues sur toutes les parcelles du plan d'épandage ;
- aucun sol nu en hiver ;
- contrôler l'évolution du stock de phosphore dans le sol par des analyses sur 3 parcelles de référence du plan d'épandage (pas de starter si teneur > 400 ppm Dayer) ;
- réaliser sur l'ensemble de son exploitation, une définition des parcelles à risques et mettre en place des bandes enherbées ou des dispositifs anti-érosifs dans les parcelles définies (talus, culture

perpendiculaire à la pente,...).

Surveillance

Cahier d'épandage

L'arrêté relatif au programme d'actions à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole s'applique.

Le cahier d'enregistrement des pratiques est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Il comporte les informations concernant l'épandage des fertilisants azotés et phosphorés organiques et minéraux.

Les modalités d'établissement du plan de fumure et de cahier d'enregistrement des pratiques seront conformes à l'arrêté du 1^{er} août 2005.

Le plan de fumure et le cahier d'enregistrement des pratiques doivent comporter au minimum, pour chaque îlot, les éléments suivants :

PLAN PRÉVISIONNEL DE FUMURE (Données prévues)	CAHIER D'ENREGISTREMENT (Données réalisées)
L'identification et surface de l'îlot cultural	L'identification et surface de l'îlot cultural
La culture pratiquée et la période d'implantation pour les prairies.	La culture pratiquée et la date d'implantation des prairies.
L'objectif de rendement.	Le rendement réalisé.
Pour chaque apport d'azote organique prévu : <ul style="list-style-type: none">- la période d'épandage envisagée,- la superficie concernée,- la nature de l'effluent organique,- la teneur en azote de l'apport,- la quantité d'azote prévue dans l'apport.	Pour chaque apport d'azote organique réalisé : <ul style="list-style-type: none">- la date d'épandage,- la superficie concernée,- le volume et la nature de l'effluent organique,- la teneur en azote de l'apport,- la quantité d'azote contenue dans l'apport.
Pour chaque apport d'azote minéral prévu : <ul style="list-style-type: none">- la ou (les) période(s) d'épandage envisagée(s) si fractionnement;- la superficie concernée- le nombre d'unités d'azote prévus dans l'apport.	Pour chaque apport d'azote minéral réalisé : <ul style="list-style-type: none">- la date d'épandage,- la superficie concernée,- la nature de l'effluent organique,- la teneur en azote de l'apport,- la quantité d'azote contenue dans l'apport.
L'existence ou non d'une intervention (prévue pour gérer l'interculture (gestion des résidus, repousses ou implantation d'une culture intermédiaire piège à nitrate CIPAN).	Les modalités de gestion de l'interculture (sol nu, gestion des résidus, repousses, cultures intermédiaires pièges à nitrates CIPAN), y compris date d'implantation et de destruction des CIPAN.

Ainsi que :

- le délai d'enfouissement,
- le traitement mis en œuvre pour atténuer les odeurs (s'il existe),

- le mode d'épandage.

Dans le cas de terre d'épandage mise à disposition, l'exploitant de l'élevage informera par bordereau, les prêteurs de terre des livraisons effectuées, en notant les volumes et les teneurs en azote et phosphore afin qu'ils puissent tenir à jour, leur cahier de fertilisation.

Le cahier d'enregistrement des pratiques, sous toutes ses formes, doit être tenu à jour.

Il sera conservé 5 ans, afin de disposer de l'historique parcellaire nécessaire aux années suivantes.

En outre, chaque fois que des effluents d'élevage produits par une exploitation sont épandus sur des parcelles mises à disposition par des tiers, le cahier d'épandage comprend un bordereau cosigné par le producteur des effluents et le destinataire. Ce bordereau est établi au plus tard à la fin du chantier d'épandage ; il comporte l'identification des parcelles réceptrices, les volumes par nature d'effluent et les quantités d'azote épandues.

Un plan de fumure prévisionnel est établi chaque année, au plus tard, le 31 mars.

LES AUTRES ARTICLES SANS CHANGEMENT

Article 7 – Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative :

- 1) – Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;
- 2) – Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients, ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L511-1 du code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la décision. Ce délai est, le cas échéant, prolongé de six mois à compter de la mise en activité de l'installation.

Les tiers qui n'ont pas acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Article 8 - Exécution

Le Secrétaire Général de la Préfecture d'Ille-et-Vilaine, le Maire de Bazouges la Pérouse et l'Inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le Préfet et par délégation,

Le Secrétaire Général.



Patrice FAURE

